

Crédoc Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie

CONSOMMATION ET MODES DE VIE

Chroniques du Crédoc

ISSN 0295-9976

N° 42 — Septembre-Octobre 1989

A la sortie de l'école Les jeunes sans qualification déjà résignés ?

Denise Bauer et Patrick Dubéchet

Le nombre de jeunes quittant le système scolaire aux niveaux les plus bas diminue régulièrement. Il semble avoir atteint aujourd'hui un palier qui correspondrait au noyau dur de l'échec scolaire : environ 100 000 jeunes sortent de l'école sans aucune qualification. Quel que soit le facteur de précarité observé (structure familiale, passé scolaire, situation professionnelle et économique des parents), les différences entre ces jeunes et les autres 16-19 ans sont flagrantes. On mesure ici l'énorme importance du facteur social dans cet échec du système de formation. Par ailleurs, ces jeunes non-qualifiés ont eux-mêmes le sentiment d'avoir été rejetés du système éducatif et n'envisagent concrètement leur avenir professionnel qu'avec beaucoup de difficultés.

A la demande du Ministère de l'Education Nationale, le Crédoc a cherché à mieux connaître les conditions de vie, l'environnement familial, le rapport à l'école et les aspirations des jeunes non-qualifiés. Les résultats présentés dans ce document utilisent dans un premier temps l'enquête sur l'emploi réalisée par l'INSEE en 1988 et, dans un second temps, les résultats de l'étude menée par le Crédoc en 1989.

UN HERITAGE QUI PESE LOURD

La situation scolaire de ces jeunes non qualifiés reflète celle de leurs parents

Le niveau de formation des parents est faible : plus de 50 % d'entre eux ont fini leur scolarité primaire sans obtenir de diplômes, ou même n'ont jamais fait d'études. Ces parents ont rarement continué l'école au-delà de l'âge de 14 ans (ce n'est le cas que pour 28 %). Et quand ils ont réussi à poursuivre leurs études au-delà du primaire, il leur a été difficile d'obtenir une qualification professionnelle.

Les jeunes du même âge ayant le niveau de formation immédiatement supérieur (B.E.P. ou C.A.P. ou de niveau équivalent) ont des parents qui ont eu aussi les mêmes difficultés à atteindre des niveaux de formation supérieurs. Mais ces derniers sont plus nombreux à avoir continué leur scolarité après 14 ans, et à avoir obtenu un C.A.P.

Une vision familiale de la vie active peu optimiste

Le marché du travail est plus fréquemment inaccessible ou défavorable à leurs parents. Ceux-ci sont inactifs dans les proportions dépassant nettement celles des parents des jeunes du même âge : 19 % des pères de jeunes non-qualifiés sont à la retraite ou inactifs, contre 10 % pour la population générale. Leurs mères se déclarent « femme au foyer » dans un peu plus d'un cas sur

Tableau 1. — Types de ménages auxquels appartiennent les jeunes de 16-19 ans vivant dans leur famille.

(en %)

TYPE DE MENAGE	Ensemble des jeunes de 16-19 ans	Jeunes non-qualifiés
Familles où les deux parents sont présents dont :	86	77
- couple sans enfant*	1	1
- couple avec un enfant	17	16
- couple avec deux enfants	32	19
- couple avec 3 enfants ou +	35	41
Familles monoparentales dont :	13	22
- mère présente	11	18
- père présent	2	3
Ménages sans famille principale	1	2
TOTAL	100	100

* Les jeunes présents dans ces ménages sont des petits-enfants, des neveux...

Source : Crédoc.

deux. De même que leur mari, elles sont plus souvent au chômage quand elles sont actives. Les situations où les parents des jeunes non-qualifiés ne tirent aucun revenu direct d'une activité professionnelle sont donc assez fréquentes : 25 % des couples sont dans ce cas.

Quand ils ont un emploi, leurs parents ont une position professionnelle moins élevée. Les pères des jeunes non-qualifiés sont majoritairement ouvriers, assez souvent non-qualifiés (40 %). On les retrouve rarement plus haut dans l'échelle sociale : bien peu (14,1 %) ont une « profession intermédiaire », sont cadres supérieurs ou exercent une profession libérale. Les mères présentent un profil professionnel équivalent, à la seule différence qu'elles sont plus souvent « employées », mais à des postes considérés comme plutôt moins qualifiés que leurs collègues : ainsi 40 % des « employées » travaillent comme personnel de services directs aux particuliers (personnel de maison, serveuse dans l'hôtellerie, coiffeuse...) contre 26 % de l'ensemble des mères.

Même quand ces parents exercent une profession, leurs ressources sont donc plutôt faibles ou moyennes. Les parents des jeunes non-qualifiés sont très nettement surreprésentés dans les tranches basses de salaire (7,5 % des pères de jeunes non-qualifiés reçoivent moins de 4 000 F mensuels contre 2,5 % de l'ensemble des pères) et peu présents dans les tranches supérieures (19 % déclarent plus de 8 000 F par mois contre 43 %).

Leurs emplois ne présentent toutefois pas de caractère net de précarité. Ils sont tout aussi peu concernés que l'ensemble des parents par les contrats d'intérim ou à durée déterminée. Leur ancienneté dans l'entreprise est aussi peu différente de celle des autres parents.

Des structures familiales bien particulières

La composition des familles des jeunes non-qualifiés s'écarte du modèle familial dominant d'un couple avec un nombre assez réduit d'enfants (tableau 1). Près d'une fois sur quatre, ces jeunes vivent dans une famille monoparentale (avec la mère, dans la très grande majorité des cas). Ils appartiennent aussi plus fréquemment à des ménages d'assez grande taille : 33 % de ces jeunes cohabitent avec au moins 5 autres personnes. Les familles d'au moins 9 personnes sont deux fois plus fréquentes chez les jeunes non-qualifiés que dans l'ensemble des jeunes du même âge (7 % contre 3 %).

La nationalité constitue un autre critère de différenciation de l'environnement familial des jeunes non-qualifiés : dans 18 % des cas le chef de famille est étranger (soit deux fois plus que dans la population générale des 16-19 ans).

Enfin, leurs parents appartiennent plus fréquemment à des classes d'âge élevées. Il n'est pas rare que leur père ait au moins 60 ans, et les mères ont souvent plus de 50 ans.

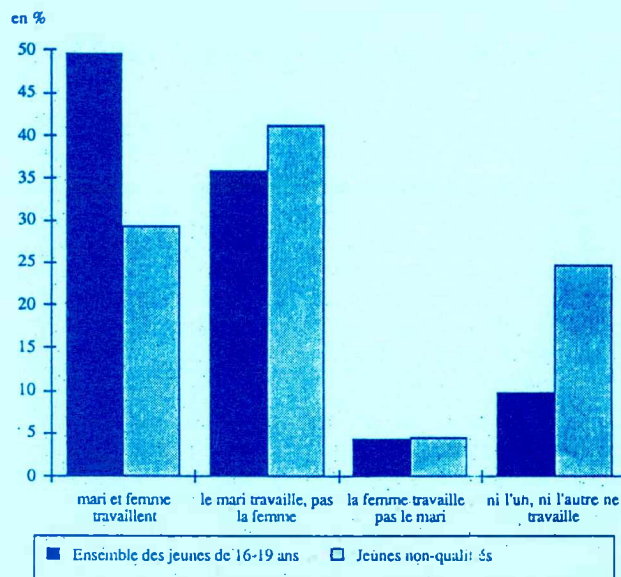
Un échec scolaire différencié géographiquement

Les jeunes non-qualifiés sont plus nombreux dans les régions du pourtour de l'Île-de-France (Champagne-Ardenne, Bourgogne, Picardie, Centre, Haute et Basse Normandie) et dans le Nord-Pas-de-Calais (tableau 2) ; ils sont moins représentés dans l'ouest du pays. Ces disparités, déjà repérées dans les études du Ministère de l'Éducation nationale et de l'I.N.S.E.E., semblent essentiellement relever de différences anciennes très liées aux traditions économiques et culturelles de ces régions. Les politiques d'éducation menées dans les régions depuis la décentralisation n'ont pas encore gommé ces disparités.

Ces jeunes sont aussi un peu plus présents dans les centres urbains de 2 000 à 100 000 habitants ; ils le sont moins dans les communes rurales ou les grandes villes. Cet écart s'explique en partie par la composition sociale

des villes moyennes où se trouvent plus de familles ouvrières, où les taux de chômage et d'inactivité sont assez élevés et où les familles étrangères ou monoparentales sont relativement plus nombreuses. Toutes ces situations familiales sont associées à l'échec scolaire. Ce constat d'un échec scolaire plus fréquent dans les villes de 2 000 à 100 000 habitants remet en cause l'idée d'un échec scolaire associé à la marginalisation des jeunes vivant dans les banlieues de grosses agglomérations ou à l'inverse au manque d'équipements scolaires dans les zones rurales.

Jeunes non-qualifiés : leurs parents ont moins souvent du travail.



Source : I.N.S.E.E. - Enquête - emploi 1988.

DES JEUNES SANS ILLUSIONS ?

Afin d'approfondir ces résultats dans une perspective plus qualitative, une investigation auprès de 400 jeunes a été menée par le CREDOC, en voici les principaux résultats.

Les garçons et les filles interrogés ont quitté l'école récemment : notre échantillon est dans une large proportion constitué de jeunes de 16 ou 17 ans. Ils n'ont donc pas pour la plupart vécu cette période d'insertion professionnelle souvent longue qui risque de leur apporter pas mal de déceptions, voire dans certains cas de les marginaliser. A ce moment de leur trajectoire sociale où les jeunes non-qualifiés devraient être amenés à faire des choix dans divers champs (formation professionnelle, emploi, famille...), ils se retrouvent sans statut défini : ils ne sont plus élèves, ils ne sont pas tout à fait stagiaires de la formation professionnelle, ils ne sont pas intégrés au monde du travail. Ces jeunes commencent à vivre cette période de « stationnement prolongé » dans un statut intermédiaire qui, pour la majorité, durera plusieurs années.

Un système qui les a rejetés, plus qu'ils ne l'ont rejeté

Une majorité des jeunes interrogés ne justifie pas une sortie précoce du système scolaire par un désintérêt vis-à-vis de ce qu'ils apprennent (seuls 24 % le font), ni par une volonté de travailler et/ou de gagner rapidement de l'argent (9 %). Ils ont plutôt un sentiment assez fort

Tableau 2. — Les jeunes non-qualifiés plus nombreux autour de l'Ile-de-France

(en %)

GROUPE REGIONAL	Ensemble des jeunes de 16-19 ans	Jeunes non-qualifiés
Ile-de-France	17	16
Champagne-Ardenne-Bourgogne Picardie-Centre	19	25
Haute et Basse Normandie Nord-Pas-de-Calais	8	12
Lorraine-Alsace Franche-Comté	10	10
Pays de Loire-Bretagne Poitou-Charentes	14	10
Aquitaine, Limousin Midi-Pyrénées	10	9
Rhône-Alpes, Auvergne	11	10
Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'azur Corse	10	10
TOTAL	100	100

Source : I.N.S.E.E. - Enquête - emploi 1988.

d'avoir été exclus à 16 ans en raison de la limite d'âge (31 %) ou simplement exclus de filières de formation professionnelle (L.E.P., apprentissage).

En fait, ils ont, pour plus des deux tiers, de bons souvenirs de l'école primaire ; essentiellement pour l'ambiance qui y régnait, parfois en raison du souvenir d'un instituteur : « En primaire, c'était mieux parce qu'il y avait un seul professeur pour toutes les matières ».

D'ailleurs, près de 40 % estiment que ça marchait plutôt bien pour eux à l'école. Pour ceux qui reconnaissent avoir eu des difficultés, ils en attribuent majoritairement l'origine au début du collège, dans certaines matières enseignées et parfois dans des problèmes de discipline ou de conflits avec les enseignants (les problèmes matériels, tels que les difficultés à travailler à la maison, sont très peu évoqués). Ces jeunes peuvent exprimer leur désintérêt pour des matières jugées secondaires, mais seule une petite minorité se permet de dire que le français ou les mathématiques « ne l'intéressait pas ».

En ce sens, et malgré leurs échecs, ils semblent avoir complètement intégré la norme scolaire : il est délicat, pour ces jeunes, de dire que les matières autour desquelles s'organise la sélection scolaire ne les intéressent pas.

Des jeunes relativement passifs, aux activités extrêmement liées à l'entourage immédiat

27 % des jeunes interrogés n'ont exprimé aucun centre d'intérêt, 6 % seulement en ont donné trois ou plus.

Le sport arrive très largement en tête des centres d'intérêt pour les garçons (54 % le citent) mais c'est aussi le cas pour les filles (31 %). Puis viennent les activités avec les copains (25 %), mais il s'agit plus d'« être avec eux » que d'effectuer une activité précise. La réponse la plus fréquente concerne les sorties dont l'objet reste assez indéterminé (aller au centre-ville, se balader, faire les boutiques ou « traîner » dans la rue). Plus de 20 % citent aussi les activités pour lesquelles ils sont seuls ou qu'ils peuvent exercer seuls. C'est alors la musique qui arrive largement en tête (12 % des jeunes), loin devant la lecture (4%).

Mais l'écart entre ces centres d'intérêt et les activités pratiquées est grand. Celles qui impliquent une sortie hors de l'univers de la famille et des copains sont en fait peu pratiquées. C'est particulièrement vrai pour le sport. Sur les 42 % de « passionnés », 14 % seulement en font

réellement. On peut dès lors penser que l'intérêt affiché pour ce type d'activités est en fait lié au spectacle sportif télévisé. A la question : « Qu'est-ce qui t'intéresse ? », un jeune de Lisieux répond : « Je reste chez moi, je fais rien, je regarde la télé ». Il n'est pas étonnant que la télévision soit pour ces jeunes la pratique « culturelle » dominante, bien plus que l'écoute de la musique.

La vie quotidienne, et les activités qui en découlent, occupent massivement (63 %) leur temps. On trouve d'un côté des activités réservées aux filles (courses, ménage, aide au foyer, s'occuper des frères et sœurs) qui n'apparaissent que très peu comme centres d'intérêt, et de l'autre, une « inactivité » qui constitue une occupation relativement importante, traduite par la réponse : « rester à la maison ». C'est-à-dire « être là, à ne rien faire », « sans savoir quoi faire », « à regarder la télé sans la regarder », etc. Viennent, comme dans une continuité à cette inaction, les activités (cette fois extérieures à la maison, à la famille) avec les copains (« traîner », se balader en ville,...) qui ne recouvrent pas d'objet précis.

A l'évidence, les jeunes ne compensent pas leur échec scolaire par une passion dans un autre domaine. Ce terme n'a semble-t-il guère de sens dans un univers dominé par la quotidienneté.

Aspirations : se fondre dans les normes sociales

Parmi ceux qui ont précisé le métier qu'ils rêvaient d'exercer, 14 % se voyaient bien « patron » d'une petite entreprise (du bâtiment, de transport) ou d'un commerce (très majoritairement, il s'agit d'un salon de coiffure). « Se mettre à son compte » reste donc un modèle pour « s'en sortir ». Seuls 20 % ont franchement opté pour des métiers « de rêve » (acteur, chanteur, hôtesse de l'air, pilote, mannequin, sportif de haute niveau, reporter) que l'on cotoie à travers la télévision et les magazines.

Le peu de place accordé aux professions de prestige se rétrécit encore lorsque ces jeunes non-qualifiés envisagent concrètement leur avenir professionnel. Les trajectoires possibles s'orientent vers le statut d'employé (57 %) : dactylo, aide-ménagère, vendeur, ou coiffeuse, et les professions ouvrières (30 %) dans le bâtiment.

Mais malgré leur proximité ou leur passage dans les dispositifs d'insertion, ces jeunes sont loin de toujours savoir comment arriver à l'emploi envisagé. Un tiers d'entre eux ne sait pas comment il va faire pour y parvenir et 36 % ont seulement une vague idée du parcours à effectuer, des démarches à accomplir, des contraintes de la profession. Au vu de ces chiffres, on peut s'interroger sur l'efficacité des dispositifs d'insertion et sur les capacités d'apprentissage des jeunes, dans la mesure où dans les différentes formules, le projet professionnel du jeune est évalué conjointement par le jeune et les formateurs. Cependant, ces derniers ne s'étonnent pas de cette méconnaissance des filières et de l'absence de réflexion sur la démarche pour réaliser ce projet professionnel : « Difficultés de mémorisation et absence de projection dans l'avenir se combinent. Parfois c'est assez décevant pour nous lorsqu'on se rend compte qu'ils n'ont pas retenu ce que nous avons travaillé ensemble deux mois auparavant » (une animatrice C.I.P.P.A.).

On relève toutefois une bonne volonté et une bonne disposition de ces jeunes face aux exigences du monde du travail (peut-être ne font-ils que reproduire un discours entendu fréquemment !): les deux tiers acceptent l'idée de faire des heures supplémentaires et, pour moitié, de déménager, si c'est nécessaire, pour trouver un emploi. Pour y accéder, la majorité d'entre eux ne sont cependant pas prêts à quitter la famille ou à faire passer le travail avant leur future famille.

Ce couple famille/travail se retrouve complètement dans « ce qui peut leur arriver de mieux dans la vie » : plus de la moitié citent le travail (59 %), puis vient la création d'une famille (39 %). En général, il n'est même pas question alors de rêver à un travail prestigieux ou à des conditions de vie extraordinaires, mais simplement de « se faire une petite place » dans la société en respec-

tant ses normes. Les rêves d'argent arrivent loin derrière (20 % les citent) de même que les voyages (11 %)...

A-t-on tué leur imagination ? Ou ont-ils si bien intégré leur échec scolaire, leur histoire familiale, la place sociale que leur famille occupe qu'il leur apparaît trop douloureux, ou tout simplement inutile, de rêver ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Cette étude sur les jeunes non-qualifiés répond à une demande de la Direction de l'Évaluation et de la prospective du Ministère de l'Éducation Nationale, qui souhaitait recueillir des informations sur le public des CIPPA (Cycle d'Insertion Professionnelle Par Alternance), dispositif d'aide à l'insertion organisé au sein de l'Éducation Nationale et accueillant des jeunes de 16-19 ans sur le point de quitter le système scolaire, sans qualification : ils n'ont pas terminé leur formation professionnelle (C.A.P., B.E.P.) ni atteint la classe de seconde.

Deux enquêtes ont été utilisées :

- d'une part, l'enquête sur l'emploi de l'INSEE de 1988. Le taux de sondage important (1/300^e) nous a permis d'obtenir des

résultats fiables et détaillés sur la situation des individus par rapport à l'emploi, la description de l'activité professionnelle, la formation et l'origine sociale et géographique. De plus, elle nous a fourni des informations sur l'ensemble du ménage et sur les différents membres la composant lorsqu'ils ont 15 ans ou plus. L'environnement familial a pu être observé pour une majorité de jeunes, 85,5 % d'entre eux vivant encore dans leur famille.

- d'autre part, une enquête effectuée par le Crédoc auprès d'un échantillon de 400 jeunes répartis dans diverses académies (Amiens, Caen, Créteil, Grenoble, Lille). Elle a été conçue dans une perspective plus qualitative, pour identifier les trajectoires sociales de ces jeunes. Des questions ont été posées sur leur histoire scolaire et familiale, leurs conditions de vie actuelles, l'image qu'ils gardent du système éducatif et leurs projets.

REFERENCES :

* D. BAUER et P. DUBECHOT — « Les moins de vingt ans sans qualification. Conditions de vie et attitudes vis-à-vis des dispositifs d'insertion ». Les Rapports du Crédoc n° 59, avril 89. Prix : 217,30 F T.T.C.

* D. BAUER et P. DUBECHOT — « Conditions de vie des moins de vingt ans sans qualification ». Education et Formations, n° 20, 1989, (résumé de l'étude ci-dessus).

Enquête permanente du Crédoc sur les aspirations des Français

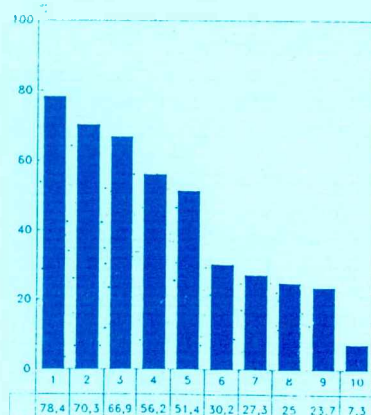
INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT - INEDIT

La tension budgétaire reste importante dans les foyers

À l'automne 1988, 63 % des Français déclaraient s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget ; ils étaient 52 % il y a dix ans, soit un écart de 11 points. C'est entre 1978 et 1981 que la tension budgétaire s'est nettement accrue dans les foyers (+ 13 points) ; depuis l'automne 1981, elle reste fortement ressentie.

Les restrictions budgétaires portent avant tout sur les vacances et les loisirs (près de 8 personnes sur 10), puis sur l'habillement (7 sur 10) et l'achat d'équipement ménager (67 %). Deux postes du budget font encore majoritairement l'objet de sacrifices : il s'agit des soins de beauté (56 % de ceux qui déclarent se restreindre), et de la voiture (51 %). Des postes plus essentiels, comme le logement, les dépenses pour les enfants ou l'alimentation, restent dans l'ensemble moins touchés ; on observe toutefois l'amorce d'une tension un peu plus prononcée, depuis deux ans, en ce qui concerne les enfants. C'est dans le domaine de la santé que la compression demeure la moins forte (7 %) ; ceci n'est sans doute pas indépendant du système de protection sociale dont bénéficient les Français. Cette hiérarchie n'a pas connu de réels changements au cours de la dernière décennie.

RESTRICTIONS BUDGETAIRES
Population s'imposant des restrictions



Source : Crédoc

Postes du budget :

1 = Vacances et loisirs

2 = Habillement

3 = Achat d'équipement ménager

4 = Soins de beauté

5 = Voiture

6 = Logement

7 = Boisson et tabac

8 = Dépenses pour les enfants

9 = Alimentation

10 = Soins médicaux